

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Assad en 2012 comme Nasser en 1956

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 30 JUILLET 2012

ENGLISH



## Assad en 2012 comme Nasser en 1956

**P**ar Ghaled Kandil

Même pour ceux qui refusent de le reconnaître, la crise syrienne a pris la dimension d'une lutte entre la Syrie, en tant que nation, État, peuple et armée, d'un côté, et l'alliance impérialiste et coloniale, conduite par les États-Unis, de l'autre. L'enjeu est donc l'indépendance de la Syrie, sa souveraineté, l'intégrité de son territoire et la dignité de son peuple, qui se défend face aux projets hégémoniques qui servent, en fin de compte, les intérêts d'Israël. Il est normal, dans un tel contexte, que l'écrasante majorité de la population soit attachée à son indépendance et opte pour la résistance afin de protéger son État. Les oppositions de l'intérieur et de l'extérieur ont refusé le dialogue et oublié les réformes, qui ne font plus partie de leurs slogans ou revendications. Alors que l'État, lui, conscient de ses

responsabilités dans la sauvegarde de l'indépendance et de l'intégrité du pays, réaffirme jusqu'au bout son attachement au dialogue et propose un programme de réformes avec un calendrier.

La cause syrienne aujourd'hui est celle de la liberté et de l'indépendance d'une nation, face à une guerre sans merci dirigée par les États-Unis à partir du territoire turc, et financée par les pétromonarchies du Golfe, qui se trouvent à l'opposé de la démocratie. Et pour alimenter cette guerre, cette alliance coloniale n'hésite pas à mobiliser des jihadistes (un euphémisme pour dire terroristes) du monde entier, de l'aveu même de l'Agence France presse, qu'on ne peut pas accuser de complaisance ou de sympathie pour le pouvoir syrien. Des centaines d'entre eux ont d'ailleurs été tués lors de l'épuration de Damas, dans le quartier de Midane, où les combattants étaient dans leur grande majorité des étrangers. Les autres ont été acheminés de la campagne de Damas et de Homs. C'est le même schéma qui se reproduit à Alep, la deuxième ville du pays, dans le Nord.

L'opinion publique syrienne connaît bien ces réalités. Selon des études fiables, dans le pire des cas, la population syrienne peut être divisée en trois blocs inégaux : près de 50 % appuient l'État et son armée et gardent confiance dans les capacités du président Bachar al-Assad à mener les réformes ; 35 % sont des partisans des réformes mais sont très critiques à l'égard du pouvoir actuel, notamment la corruption. Ils sont franchement hostiles à toute intervention étrangère et restent attachés à l'indépendance et à l'unité du pays. Le reste, soit 15 %, soutiennent les différentes factions de l'opposition, dont les Frères musulmans. Un mouvement qui est arrivé au pouvoir en Égypte et ailleurs et qui a affiché d'emblée sa volonté de « travailler » avec les États-Unis. La dernière déception, pour ceux qui croyaient en lui, est venue du refus du président égyptien Mohammad Morsi de lever le blocus imposé à la Bande de Gaza, après avoir reçu le Premier ministre limogé du Hamas (la Branche palestinienne des Frères musulmans), Ismail Haniyya. Le prétexte avancé par Morsi est que Le Caire est lié par des engagements internationaux de nature sécuritaire.

L'État syrien jouit donc du soutien des deux tiers de la

population. C'est cela, et uniquement cela, qui explique les raisons pour lesquelles le régime résiste depuis 17 mois à une véritable guerre mondiale menée contre lui. Pour tous ces facteurs, il ne fait aucun doute que quelques milliers de miliciens, financés par le Golfe, entraînés par la Turquie et organisés par la CIA, n'ont aucune chance de tenir face à l'armée nationale syrienne dans la ville d'Alep. Les équations internes et externes donnent la victoire à l'État, qui parviendra à écraser les hordes jihadistes internationales et à nettoyer les repères des insurgés.

La bataille sera rude, difficile, peut-être longue, au vu des moyens colossaux déployés par les États-Unis et leurs auxiliaires régionaux et internationaux. Mais en plus de la solidité de son armée et de ses institutions, la Syrie peut compter sur la fermeté de Moscou et de Pékin, qui n'accorderont aucune légitimité à une quelconque action étrangère. Mais surtout, la Syrie dispose d'une supériorité morale dans son combat. La bataille que livre Bachar al-Assad en 2012 ressemble en plusieurs points à celle menée et gagnée par Gamal Abdel Nasser, en 1956, contre les puissances coloniales déclinantes de l'époque, la France et la Grande-Bretagne.

## Déclarations et prises de positions

**Michel Aoun**, leader chrétien libanais

*« Je ne regrette rien et je ne le ferai pas, quels que soient les développements futurs. Quand on fait des choix stratégiques, on peut gagner ou perdre. Si mon choix devait être perdant, c'est tout le Liban qui perdrait avec moi, sinon, c'est aussi tout le Liban qui gagne. Si le régime syrien devait chuter, il n'y aurait pas de gagnant. Ce serait plutôt la chute de la démocratie, et les chrétiens en seraient les premières victimes. Le 23 mai à Zahlé, j'avais évoqué dans mon discours la charte de Hizb el-Tahrir et j'avais précisé que celle-ci affirmait que la démocratie est contre la charia. Ce qui annule la liberté de croyance, les libertés politiques, le droit à la différence et la liberté de choix d'un mode de vie (s'habiller, boire, etc.). Deux jours plus tard, la réponse de Hizb el-Tahrir est*

*arrivée par la voix du responsable du bureau de l'information à la « Wilaya du Liban » Ahmad el-Kassas. Dans son discours, ce dernier a déclaré textuellement : « M. le député accuse notre parti de vouloir islamiser le monde et appliquer la charia. À nos yeux, ce n'est pas une accusation, mais un honneur dont nous sommes fiers et qui nous pousse à relever nos fronts. Vous devez savoir que ce n'est pas seulement l'objectif de notre parti, mais aussi celui de l'islam lui-même, dans le sens qu'il est porteur d'un message de civilisation pour l'humanité entière (...) Quel est donc votre problème avec la charia ? Et qu'a donc apporté la laïcité à l'Église et à ceux qui la suivent ? » Voilà, c'est cela l'option qui gagnera si le régime syrien tombe (...) Nous appuyons la résistance. C'est une constante. En même temps, nous l'avons libérée de notre poids dans la vie politique interne. La résistance a ses priorités, nous avons les nôtres. Pour nous, il s'agit d'abord de lutter contre la corruption et nous avons préparé des dossiers consistants. Certains ont été transmis à la justice, d'autres attendent encore d'être plus étoffés. Le document d'entente signé avec le Hezbollah comporte dix points, dont un qui porte sur la construction de l'État et la lutte contre la corruption. Au sujet des armes de la résistance, je voudrais rappeler que nous avons parlé en premier de la stratégie de défense et des armes palestiniennes. Ces deux points ont par la suite été repris autour de la table de dialogue et je ne suis pas responsable de la lenteur de ce dialogue. »*

**Sayyed Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

*« La foi en Dieu nous permet de surmonter, avec patience et constance, tous les sacrifices et de les accomplir avec force. C'est cette même foi qui nous donne l'espoir en la victoire, même si les ennemis se multiplient. La question n'est pas le volume de notre arsenal, mais l'étendue de notre volonté et de notre foi. Nous faisons face à une guerre d'une forme particulière, une guerre douce, dirigée par l'administration états-unienne et dans laquelle l'ennemi sioniste n'est qu'un simple soldat. Elle vise à faire chuter nos repères sacrés et à nous amener à abandonner toutes nos valeurs. Pareil enjeu banalise l'ampleur des armes. Nous avons désormais besoin d'une résistance d'un autre genre, une résistance culturelle qui préserve nos principes et notre foi. En même temps,*

*certaines chaînes satellitaires et sites web se moquent des valeurs de la résistance. »*

**Najib Mikati**, Premier ministre du Liban

*« Il est inconcevable, en ces circonstances délicates, d'accepter de mettre en péril la stabilité sociale et financière, et d'épuiser le Trésor public. Il n'est pas logique que le gouvernement soit confronté aux problèmes accumulés au fil des années et illogique qu'il lui soit demandé de résoudre ces problèmes sur-le-champ, sans étude préalable au niveau des répercussions de toute décision prise. »*

**Adnane Mansour**, ministre libanais des Affaires étrangères

*« Les incidents survenus au Liban-Nord n'affectent en rien les relations fraternelles entre le Liban et la Syrie. Ces liens sont solides et historiques et ne sauraient être ébranlés par un quelconque incident. Nous déplorons les appels à l'expulsion de l'Ambassadeur de Syrie, qui n'a pas dépassé les limites. »*

## Articles de Presse

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(27 juillet 2012)

Le Premier ministre libanais, Najib Mikati, a rencontré hier à Londres le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague. Ce dernier a salué les efforts déployés par Mikati en vue de mettre le Liban à l'abri des répercussions des événements qui se déroulent dans la région, en particulier en Syrie. Il s'est également enquis auprès du Premier ministre des efforts fournis par le gouvernement libanais pour aider les déplacés syriens au Liban. Il a par ailleurs souligné que le gouvernement britannique augmentera les aides accordées à l'armée libanaise et en discutera durant la visite en Grande Bretagne du Commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, en septembre.

**An Nahar** (26 juillet 2012)

Sarkis Naoum

Les observateurs américains ne prennent pas au sérieux les analyses et les informations selon lesquelles le Hezbollah s'active

au Liban sur le plan militaire et sécuritaire afin de mettre la main sur le pays, avant que le camp adverse ne s'apprête pour se soulever contre lui. Ces observateurs écartent une telle éventualité, car pour eux un tel scénario donnera lieu à une intervention militaire israélienne au Liban, pour plusieurs raisons : Israël refuse que le Liban devienne, sous la domination du Hezbollah, une extension directe du régime d'Assad et de l'Iran islamique. De plus, la conflagration de la situation en Syrie, et la possibilité du transfert d'armes conventionnelles, mais aussi non conventionnelles, en faveur du Hezbollah, ne lui laisseraient d'autres options que la guerre.

En réponse à cette lecture, des observateurs libanais estiment qu'Israël voudrait saisir le moment opportun pour frapper le Hezbollah. Mais, ajoutent-ils, Israël réfléchit bien à ses options avant d'agir. Son objectif consiste à éliminer le Hezbollah ou du moins le danger qu'il représente contre lui. Une guerre contre le Liban serait coûteuse et pourrait avoir des répercussions régionales et internationales dangereuses. La 2ème option de Tel-Aviv, qui mènera au même résultat, serait donc une guerre civile sectaire au Liban. Le sort du Hezbollah, le cas échéant, sera similaire à celui de l'OLP palestinienne. Ils poursuivent toutefois qu'une intervention militaire israélienne n'est pas à exclure étant donné qu'Israël craint la domination par le Hezbollah du Liban, ajoutant qu'il faudrait attendre le mois d'octobre pour en savoir plus !

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité-27 juillet 2012)  
Des groupes armés salafistes sont apparus hier soir dans plusieurs régions à Saïda, en particulier à Dalaa, dans le quartier Abou Draa et à Douar al-Qods, donnant lieu à la mobilisation des partisans des autres formations politiques et leur déploiement dans les rues de la ville. Les commerces, dont certains ont été vandalisés, ont fermé leurs portes, et des pneus ont été brûlés dans certaines rues et à la Place de l'Étoile.

**As Safir** (27 juillet 2012)

Ammar Nehmé

Contrairement aux spéculations occidentales et arabes qui se sont multipliées, notamment à suite des attentats de Damas et de Burgas, faisant état d'une guerre d'envergure dans la région, des

sources diplomatiques écartent l'éventualité d'une guerre israélienne contre le Hezbollah, la Syrie ou l'Iran. Elles considèrent que l'État hébreu n'ouvrira pas un front contre la Résistance, en particulier au Liban, pour plusieurs raisons. D'abord, les dirigeants politiques et militaires israéliens ont tiré des leçons de la guerre de juillet 2006, durant laquelle Tel-Aviv a échoué à réaliser les grands objectifs qu'il s'était fixé au début de l'agression. Par ailleurs, dans la plupart de leurs manœuvres militaires, les Israéliens étaient en position défensive. Ils ne passeront pas à l'offensive, notamment au vu des capacités grandissantes du Hezbollah. Ensuite, le gouvernement israélien ne peut pas passer à l'acte sans le feu vert des États-Unis, qui vient d'entamer son périple de fuite du Moyen-Orient, après s'être enlisé dans le marécage irakien. Enfin, Israël prendra plaisir à assister en spectateur à la destruction, par les syriens eux-mêmes, de la Syrie, de sa position stratégique et de son armée, qui fut la dernière armée arabe à pouvoir jouer un rôle dans la confrontation avec Israël.

Par ailleurs, les mêmes sources poursuivent que la division sectaire, ethnique et régionaliste de la Syrie aurait des retombées sur le Liban, dont la composition est précaire, mais aussi sur d'autres pays de la région, qui se croient loin d'avoir un sort pareil, telle l'Arabie Saoudite.

Les sources diplomatiques considèrent, en outre, que le régime syrien a pu contenir le choc provoqué par l'attentat de Damas, lequel a consacré sa légitimité, soulignant que le conflit est désormais entre la stabilité de la Syrie et le terrorisme.

Elles soulignent enfin que l'administration US et Israël ne reconnaissent pas jusqu'aujourd'hui la victoire de la Résistance en 2006 et en 2000. Ils sont par conséquent à l'affût d'une occasion pour détruire la Résistance et étouffer l'axe qui s'étend de Téhéran jusqu'à la méditerranée.

Dans cette logique, la destruction de la Syrie coupera court à toute menace contre Israël et portera préjudice à la cause mère de la Résistance, soit la Palestine.

Les mêmes milieux concluent que la bataille sera longue et ardue, étant donné qu'aucune solution politique en Syrie ne profile à l'horizon. Les événements se poursuivront jusqu'à nouvel ordre. Et les États-Unis, la Turquie, les pays européens et les pays du Golfe

réalisent que l'axe de la Résistance ne permettra pas la chute de la Syrie.

**As Safir** (26 juillet 2012)

Nabil Haitham

L'arrivée du procureur général du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), Norman Farrell, au Liban, accompagné de l'enquêteur tunisien Mohammed Ali Lajmi, s'inscrit dans le cadre des préparations préliminaires en vue de la tenue des procès par contumace, dont le début a été fixé au 25 mars 2013, date qui coïncide curieusement avec la saison électorale au Liban.

Des sources suivant de près le travail du TSL rapportent qu'en février 2012 le procureur général, Norman Farrell a œuvré pour modifier l'acte d'accusation, en vue de l'élargir pour y ajouter d'autres noms. Selon les mêmes sources, un 2ème acte d'accusation sera émis probablement cet été, dans lequel les attentats contre Georges Haoui et Elias Murr seront imputés à des éléments du Hezbollah, dont les noms figurent dans l'acte d'accusation de Daniel Bellemare. Mais d'autres noms y seront également ajoutés. Un ténor du 14 mars affirme dans ce cadre que le Hezbollah sera dans une situation critique durant les procès, dans la mesure où il ne pourra pas se défendre.

Les sources précitées constatent en outre que le Hezbollah est pris pour cible à l'extérieur : il a été accusé d'être impliqué dans les attentats de Bulgarie et de Chypre, il est également accusé d'entraîner les rebelles Houthites au Yémen et l'opposition bahreïnie... Sur le plan intérieur, les doigts accusateurs ont été pointés en direction du Hezbollah à la suite des tentatives d'attentats contre Samir Geagea et Boutros Harb.

Toutefois, le Hezbollah ne répond pas à ces dernières accusations en vue de ne pas tomber dans le piège de la discorde interne et a décidé de faire la sourde oreille au TSL, partant de la conviction que le tribunal est israélo-américain et que son l'objectif consiste à frapper la Résistance.

**Al Hayat** (Quotidien saoudien édité à Londres-27 juillet 2012)

Randa Takieddine, Paris

Une source européenne a affirmé au quotidien *Al-Hayat* que le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a



demandé à l'Union européenne, durant sa visite à Bruxelles cette semaine, de classer le Hezbollah dans la liste des organisations terroristes, sous prétexte qu'il est impliqué dans l'attentat qui a coûté la vie à des touristes israéliens en Bulgarie, exprimant également ses craintes quant à l'obtention par le parti libanais d'armes chimiques syriennes. Selon la source précitée, l'UE a rejeté la demande israélienne, précisant qu'il n'y a, jusqu'à ce moment, aucune preuve établissant l'implication du Hezbollah dans l'attentat susmentionné.

Dans ce contexte, le ministre bulgare des AE avait affirmé à ses homologues que l'enquête est en cours et qu'aucune preuve n'a été trouvée concernant l'auteur de l'attentat. La même source poursuit : « Certains États, dont la France, refusent le principe de classer le Hezbollah dans la liste des organisations terroristes. L'UE, pour sa part, a pris une position, affirmant que la stabilité du Liban et l'intégrité de ses territoires relèvent d'une nécessité. Elle a également souligné qu'elle ne prendra la décision de classer le parti libanais dans la liste des organisations terroristes, sauf si de nouveaux éléments établiront son implication dans l'attentat de Bulgarie ».

La source ajoute que Lieberman a affirmé aux Européens que la détention par la Syrie d'armes chimiques « c'est comme si ces armes sont entre les mains du Hezbollah ». La source indique que les États-Unis et l'UE « suivent de près cette question, qui a porté Israël à s'empresse de dire qu'il interviendra, car ces armes tomberont aux mains du Hezbollah ». L'UE craint en outre que des éléments extrémistes de l'opposition syrienne ne soient en possession d'armes chimiques. La source rapporte, à cet égard, que les services de renseignements occidentaux sont conscients que le régime syrien transporte ces armes d'un lieu à un autre et les garde rigoureusement afin qu'elles ne tombent pas aux mains de qui que ce soit. L'UE est également consciente que ces armes chimiques sont constituées d'une substance gazeuse extrêmement dangereuse, ce qui met les services de renseignements des pays occidentaux en état d'alerte ».

La même source note, par ailleurs, que les nouvelles sanctions européennes contre la Syrie contiennent les noms de nouvelles personnalités et de trois compagnies qui collaborent avec le régime

syrien. L'UE a, dans ce cadre, renforcé les mesures de surveillance en vue d'empêcher le passage de personnes, d'avions, ou de navires via les États européens, en faveur du régime syrien. Les sanctions européennes accentuées contre la Syrie se sont étendues également aux lois relatives aux compagnies d'assurance. Cette mesure a fait que les navires russes ont rebroussé chemin, n'ayant pas pu obtenir une couverture assurance. Toutefois, les Européens ont l'impression que malgré le fait que les capacités de l'opposition syrienne se sont développées, l'armée régulière est toujours forte et capable de tenir le coup pendant un certain moment. En ce qui concerne la possibilité de la tenue de la 2ème réunion du Groupe de Travail relatif à la Syrie, la source affirme : « Après le veto sino-russe au Conseil de Sécurité, il est difficile pour l'émissaire international, Kofi Annan, de convoquer une nouvelle réunion ». Et d'ajouter que la Chine a fait part à l'UE de sa consternation vis-à-vis des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, leur reprochant de se comporter comme des forces colonialistes, ce qui est inadmissible ». La source conclut donc que les circonstances actuelles ne sont pas propices à la reprise des discussions, comme ce fut le cas à Genève, ou à un débat entre les membres permanents du Conseil de Sécurité en vue de parvenir à un règlement du conflit, étant donné que la situation politique entre les membres du Conseil est gelée.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (27 juillet 2012)

À travers le discours d'hier, dans lequel il a en quelque sorte critiqué les deux camps adverses, le président de la République Michel Sleiman ne cache pas en réalité son amertume face au blocage des réunions de dialogue. Il a certes annoncé qu'il comptait entreprendre une nouvelle série de contacts pour le relancer et assurer la participation de toutes les parties au rendez-vous du 16 août, mais il n'ignore pas que le pari est risqué. Des observateurs proches de Baabda révèlent à cet effet que le chef de l'État a été particulièrement surpris par le refus du 14 Mars d'assister à la réunion qui était prévue le 23 juillet, alors qu'il avait adopté une série de mesures destinées à se rapprocher d'eux. Les

mêmes sources ajoutent qu'après la déclaration de Baabda adoptée au cours de la première réunion de retrouvailles – qui avait été considérée comme favorable aux thèses du 8 Mars, notamment dans le refus de toute idée de créer une zone tampon au Nord et dans la décision d'envoyer l'armée contrôler les frontières avec la Syrie –, le président Sleiman a tenté de rectifier le tir en rééquilibrant le dosage autour de la table de dialogue. Il comptait ainsi présenter sa vision de la stratégie de défense nationale basée sur l'incident de Adayssé et qui donne à l'armée le rôle le plus important dans la confrontation avec Israël et dans la défense du territoire, au détriment donc de la résistance qui, selon cette vision, devrait être en retrait de l'armée. Il avait entre-temps pris l'initiative d'envoyer une note de protestation aux autorités syriennes par le biais des ministères des Affaires étrangères des deux pays, contre les incursions à travers la frontière. Il savait que cette initiative était de nature à déplaire non seulement aux autorités syriennes mais aussi à leurs alliés libanais. Mais il était convaincu qu'elle montrait au 14 Mars son souci de la souveraineté du pays et constituerait une sorte de rapprochement avec lui. Enfin, il avait présidé une réunion samedi à Baabda au cours de laquelle il avait réussi à arracher aux ministres présents un accord pour donner la data des informations aux services de sécurité, y compris les empreintes téléphoniques appelées aussi IMZI. Grâce à ces trois initiatives, le président, selon les sources proches de Baabda, estimait que le 14 Mars reviendrait sur sa décision de boycotter le dialogue. Quelle n'a donc pas été sa déception en voyant que ce camp maintenait sa position de boycott ? Les sources proches de Baabda en arrivent donc à la conclusion qu'il existe une cause cachée qui pousse le 14 Mars à refuser le dialogue dans cette étape en particulier.

Des sources diplomatiques arabes affirment de leur côté qu'en réalité, le président a mal compris la lettre que lui avait adressée le roi Abdallah d'Arabie pour le pousser à reprendre le dialogue. Le roi avait aussi mentionné dans sa missive qu'il était indispensable de renouer le dialogue au moment où une communauté se sent menacée au Liban. Le roi n'avait pas été plus explicite, mais il visait la communauté sunnite et en filigrane, il suggérait, selon les mêmes sources diplomatiques, qu'il fallait former un nouveau

gouvernement pour assurer la protection de cette communauté, par le biais de la conférence de dialogue national. Or, dès la première réunion de cette conférence, le sujet d'un éventuel changement de gouvernement a été clos, les représentants du 14 Mars présents ayant renoncé à le soulever. Ils ont d'ailleurs été la cible de nombreuses critiques au sein de leur propre camp. Cette attitude reste plus ou moins incompréhensible et certains pensent que face à l'appui américain et occidental ouvertement déclaré au gouvernement de Nagib Mikati, les représentants du 14 Mars à la conférence de dialogue ont choisi de renoncer momentanément à la volonté de le faire chuter et de faire ainsi preuve de pragmatisme. Mais ils ont surtout permis à Sleiman, et plus encore à Mikati, de marquer des points sans que le 14 Mars obtienne quelque chose en échange. C'est pourquoi il était impératif de rectifier le tir et de revenir au boycott des réunions, puisque celles-ci ne pouvaient ni favoriser la chute du gouvernement actuel ni accélérer l'adoption d'une stratégie nationale de défense capable d'aboutir au désarmement du Hezbollah. Toutes « les tentatives de consolation » de la part du chef de l'État ne pouvaient pas compenser cette réalité. De plus, le chef du PSP Walid Joumblatt qui guette les signaux venus d'Arabie et qui attend, comme il l'a lui-même déclaré mercredi dans le cadre d'une interview, d'être reçu par le roi Abdallah, a abondé dans le sens du boycott en précisant qu'il comprend la décision du 14 Mars puisque ses membres se sentent menacés.

Dans ce contexte, la réunion du 16 août a peu de chances de se tenir. Sauf si des développements décisifs interviennent sur la scène syrienne et modifient le rapport des forces actuel. Selon les milieux du 14 Mars, celui-ci prépare déjà l'étape de l'après-Assad et considère que le vent a soufflé et souffle désormais en sa faveur.

*Pierre Khalaf*

Source  
[New Orient News \(Liban\)](#)

---

Source : « Assad en 2012 comme Nasser en 1956 », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 30 juillet 2012, [www.voltairenet.org/a175198](http://www.voltairenet.org/a175198)